

PROVINCE DE QUÉBEC

VILLE DE SAINTE-BRIGITTE-DE-LAVAL

POL-041-23

**POLITIQUE-CADRE SUR LA GOUVERNANCE EN MATIÈRE DE
PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

Michèle Dufresne, mairesse suppléante

**M^e Kim Fortin, conseillère juridique aux
affaires municipales et greffière**

ADOPTÉE LE 12 SEPTEMBRE 2023

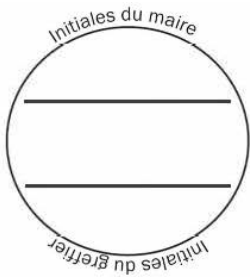
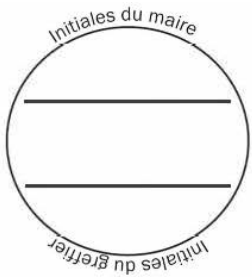


TABLE DES MATIÈRES

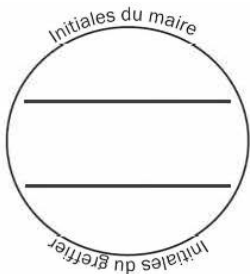
TABLE DES MATIÈRES	2
PRÉAMBULE.....	4
TITRE I – LES DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES.....	5
CHAPITRE 1 : LES DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES.....	5
ARTICLE 1 TITRE DE LA POLITIQUE ET NUMÉRO	5
ARTICLE 2 OBJET DE LA POLITIQUE	5
ARTICLE 3 CADRE NORMATIF.....	5
CHAPITRE 2 : LES DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES	5
ARTICLE 4 DÉFINITIONS.....	5
ARTICLE 5 CHAMP D'APPLICATION.....	6
TITRE II : LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES.....	6
ARTICLE 6 DISPOSITION GÉNÉRALE.....	6
ARTICLE 7 LA COLLECTE	7
ARTICLE 8 UTILISATION.....	7
ARTICLE 9 COMMUNICATION.....	8
ARTICLE 10 CONSERVATION.....	8
ARTICLE 11 DESTRUCTION ET ANONYMISATION.....	9
ARTICLE 12 DISPOSITION GÉNÉRALE.....	9
ARTICLE 13 REGISTRE DES COMMUNICATIONS DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS SANS LE CONSENTEMENT D'UNE PERSONNE CONCERNÉE.....	9
ARTICLE 14 REGISTRE DES ENTENTES AVEC UN ORGANISME PUBLIC.....	10
ARTICLE 15 REGISTRE DES UTILISATIONS DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SEIN DE LA VILLE À D'AUTRES FINS ET SANS LE CONSENTEMENT DE LA PERSONNE CONCERNÉE	10
ARTICLE 16 REGISTRE DES COMMUNICATIONS D'INFORMATION CONCERNANT UN INCIDENT DE CONFIDENTIALITÉ	11
ARTICLE 17 REGISTRE DES INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ	11
ARTICLE 18 CIRCONSTANCES NÉCESSITANT UN ÉFVP.....	12
ARTICLE 19 SENSIBILITÉ DES RENSEIGNEMENTS.....	12
ARTICLE 20 COMMUNICATIONS À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.....	12
ARTICLE 21 OBJECTIF DE L'ÉFVP	13
ARTICLE 22 ACCÈS AUX CHERCHEURS.....	13
ARTICLE 23 DROITS DES PERSONNES	13
ARTICLE 24 TRAITEMENT DES PLAINTES	14
ARTICLE 25 SÉCURITÉ DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.....	14
ARTICLE 26 INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ.....	15
TITRE III – LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS	15
ARTICLE 27 ENGAGEMENT.....	15
CHAPITRE 1 : LE RPRP.....	15
ARTICLE 28 RÔLE ET RESPONSABILITÉS	15
CHAPITRE 2 : LE COMITÉ.....	16
ARTICLE 29 RÔLE ET RESPONSABILITÉ	16
ARTICLE 30 TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS.....	17



N° de résolution ou annotations

ARTICLE 31	ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION.....	18
TITRE V –	DISPOSITIONS FINALES.....	19
ARTICLE 32	SANCTIONS	19
ARTICLE 33	MISE À JOUR.....	19
ARTICLE 34	ENTRÉE EN VIGUEUR.....	20

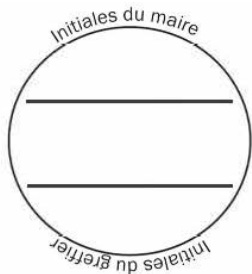
Pour consultation



N° de résolution ou annotations

PRÉAMBULE

- CONSIDÉRANT** la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2-1;
- CONSIDÉRANT** les nouvelles dispositions prévues par la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels*, LQ 2021, c 25;
- CONSIDÉRANT** que dans le cadre de ses activités et de sa mission, la Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval (ci-après, la « **Ville** ») traite des Renseignements personnels, notamment ceux des visiteurs de son site web, de citoyens et de ses employés;
- CONSIDÉRANT** qu'à ce titre, la Ville reconnaît l'importance de respecter la vie privée et de protéger les Renseignements personnels qu'elle détient;
- CONSIDÉRANT** qu'afin de s'acquitter de ses obligations en la matière, la Ville s'est dotée de la présente Politique qui énonce les principes cadres applicables à la protection des Renseignements personnels que la Ville détient tout au long du Cycle de vie de ceux-ci et aux droits des Personnes concernées;
- CONSIDÉRANT** que la protection des Renseignements personnels détenus par la Ville incombe à toute personne qui traite ces renseignements et qu'elle doit comprendre et respecter les principes de protection des Renseignements personnels inhérents à l'exercice de ses fonctions ou qui découlent de sa relation avec la Ville;
- PAR CONSÉQUENT,** il est résolu que la présente politique soit adoptée, laquelle ordonne et statue comme suit :



TITRE I – LES DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Chapitre 1 : Les dispositions déclaratoires

ARTICLE 1 TITRE DE LA POLITIQUE ET NUMÉRO

La présente politique porte le numéro POL-041-23 et le titre est le suivant : « *Politique-Cadre sur la gouvernance en matière de protection des renseignements personnels* ».

ARTICLE 2 OBJET DE LA POLITIQUE

La présente Politique :

1. énonce les principes encadrant la gouvernance de la Ville à l'égard des Renseignements personnels tout au long de leur Cycle de vie et de l'exercice des droits des Personnes concernées;
2. prévoit le processus de traitement des plaintes relatives à la protection des Renseignements personnels;
3. définit les rôles et responsabilités en matière de protection des Renseignements personnels à la Ville;
4. décrit les activités de formation et de sensibilisation que la Ville offre à son personnel.

ARTICLE 3 CADRE NORMATIF

La présente Politique s'inscrit dans un contexte régi notamment par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2-1.).

Conformément à cette Loi, la présente Politique est accessible via le site Internet de la Ville au lien suivant : <https://sbdl.net/acces-aux-documents-publics/reenseignements-personnels/>.

Chapitre 2 : Les dispositions interprétatives

ARTICLE 4 DÉFINITIONS

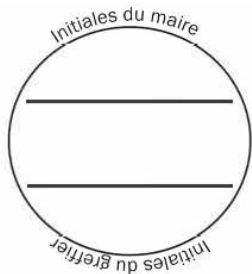
Aux fins de la présente Politique, les termes suivants désignent :

« **CAI** » : la Commission d'accès à l'information du Québec.

« **Comité** » : le Comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels de la Ville.

« **Cycle de vie** » : l'ensemble des étapes visant le traitement d'un Renseignement personnel soit la collecte, l'utilisation, la communication, la conservation et la destruction de celui-ci.

« **Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée** » ou « **ÉFVP** » la démarche préventive qui vise à mieux protéger les Renseignements personnels et à respecter la vie privée des personnes physiques. Elle



consiste à considérer tous les facteurs qui entraîneraient des conséquences positives et négatives sur le respect de la vie privée des Personnes concernées.

« **Incident de confidentialité** » : désigne toute consultation, utilisation ou communication non autorisées par la loi d'un Renseignement personnel, ou toute perte ou autre atteinte à la protection de ce renseignement.

« **Loi** » : désigne la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, RLRQ, c. A-2.1.

« **Personne concernée** » : désigne une personne physique à qui se rapportent les Renseignements personnels.

« **Renseignement personnel** » : désigne toute information qui concerne une personne physique et qui permet de l'identifier directement — soit par le recours à cette seule information — ou indirectement — soit par combinaison avec d'autres informations.

« **Responsable de l'accès aux documents** » ou **RAD** : désigne la personne qui, au sein de la Ville, exerce cette fonction et qui doit répondre aux demandes d'accès aux documents selon la Loi.

« **Renseignement personnel sensible** » : désigne tout Renseignement personnel qui — de par sa nature, notamment médicale, biométrique ou autrement intime, ou en raison de la manière dont il est utilisé ou communiqué — suscite un haut degré d'attente raisonnable en matière de vie privée.

« **Responsable de la protection des renseignements personnels** » ou « **RPRP** » : désigne la personne qui, au sein de la Ville, exerce cette fonction et veille à y assurer le respect et la mise en œuvre de la Loi concernant la protection des Renseignements personnels.

ARTICLE 5

CHAMP D'APPLICATION

La présente Politique s'applique aux Renseignements personnels détenus par la Ville et à toute personne qui traite des Renseignements personnels que la Ville détient.

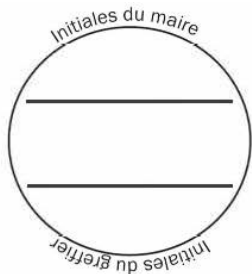
TITRE II : LES DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Chapitre 1 : Le traitement des renseignements personnels

ARTICLE 6

DISPOSITION GÉNÉRALE

La protection des Renseignements personnels est assurée tout au long de leur Cycle de vie dans le respect des principes suivants, sauf exception prévue par la Loi.



ARTICLE 7 LA COLLECTE

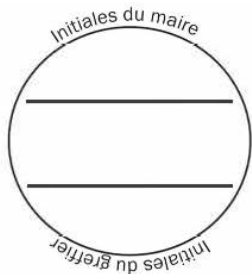
La Ville ne recueille que les Renseignements personnels nécessaires à la réalisation de sa mission et de ses activités. Avant de recueillir des Renseignements personnels, la Ville détermine les fins de leur traitement.

La **Ville** ne recueille que les Renseignements personnels strictement nécessaires aux fins indiquées :

- 7.1 La collecte de Renseignements personnels se fait auprès de la Personne concernée.
- 7.2 Au moment de la collecte, et par la suite sur demande, la Ville informe les Personnes concernées, notamment, des fins et des modalités de traitement de leurs Renseignements personnels et de leurs droits quant à ces renseignements, par exemple, au moyen d'une Politique de confidentialité ou d'un avis « juste-à-temps ».
- 7.3 Lorsque la Loi exige l'obtention d'un consentement, celui-ci doit être manifeste, libre, éclairé et donné à des fins spécifiques. Il est demandé à chacune de ces fins, en termes simples et clairs. Ce consentement ne vaut que pour la durée nécessaire à la réalisation des fins pour lesquelles il a été demandé.

ARTICLE 8 UTILISATION

- 8.1 La Ville n'utilise les Renseignements personnels qu'aux fins pour lesquelles ces renseignements ont été recueillis. Nonobstant ce qui précède, la Ville peut modifier ces fins si la Personne concernée y consent préalablement.
- 8.2 La Ville peut également les utiliser à des fins secondaires sans le consentement de la Personne concernée, dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - a) lorsque l'utilisation est à des fins compatibles avec celles pour lesquelles les renseignements ont été recueillis;
 - b) lorsque l'utilisation est manifestement au bénéfice de la Personne concernée;
 - c) lorsque l'utilisation est nécessaire à l'application d'une loi au Québec, que cette utilisation soit ou non prévue expressément par la Loi;
 - d) lorsque l'utilisation est nécessaire à des fins d'étude, de recherche ou de production de statistiques et que les renseignements sont dépersonnalisés.
- 8.3 Lorsqu'elle utilise les Renseignements personnels à des fins secondaires dans l'un des trois premiers cas de figure énumérés à l'article 6.2.2 ci-dessus, la Ville doit consigner une telle utilisation au registre prévu à cet effet, tel que décrit à l'article 7.1.3).
- 8.4 Lorsque la Loi le prévoit expressément ou lorsqu'un traitement de



N° de résolution ou annotations

Renseignements personnels est jugé plus à risque pour les Personnes concernées, la Ville entreprend une ÉFVP en vertu du chapitre 3 de la présente afin de mitiger les risques identifiés.

8.5 La **Ville** établit et tient à jour un inventaire des fichiers de Renseignements personnels qu'elle recueille, utilise et communique. Cet inventaire contient minimalement :

- a) les catégories de renseignements qu'il contient, les fins pour lesquelles les renseignements sont conservés et le mode de gestion de chaque fichier;
- b) la provenance des renseignements versés à chaque fichier ;
- c) les catégories de Personnes concernées par les renseignements versés à chaque fichier;
- d) les catégories de personnes qui ont accès à chaque fichier dans l'exercice de leurs fonctions;
- e) les mesures de sécurité prises pour assurer la protection des Renseignements personnels.

8.6 Toute personne qui en fait la demande a droit d'accès à cet inventaire, sauf à l'égard des renseignements dont la confirmation de l'existence peut être refusée en vertu des dispositions de la Loi.

ARTICLE 9

COMMUNICATION

9.1 Sous réserve des exceptions prévues par la Loi, la Ville ne peut communiquer des Renseignements personnels sans le consentement de la Personne concernée. À cet égard, le consentement doit être donné expressément lorsque des Renseignements personnels sensibles sont en cause.

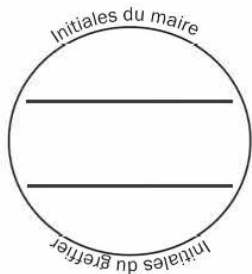
9.2 Lorsque des Renseignements personnels sont communiqués à un mandataire ou un fournisseur de services dans le cadre d'un mandat ou d'un contrat de services ou pour l'exécution d'un mandat, la Ville doit conclure une entente avec le fournisseur de services ou le mandataire qui comprend les dispositions contractuelles types de la Ville.

9.3 Lorsque les Renseignements personnels sont communiqués à des tiers hors Québec, la Ville procède à une Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) conformément au chapitre 3 de la présente. Une communication à des tiers est consignée au registre à prévu cet effet.

ARTICLE 10

CONSERVATION

10.1 La Ville prend toutes les mesures raisonnables afin que les Renseignements personnels qu'elle détient soient à jour, exacts et complets pour servir aux fins pour lesquelles ils sont recueillis ou utilisés.



N° de résolution ou annotations

10.2 La Ville conserve les Renseignements personnels aussi longtemps que nécessaire pour mener ses activités, sous réserve de délais prévus à son calendrier de conservation.

ARTICLE 11 DESTRUCTION ET ANONYMISATION

Lorsque sont atteintes les finalités pour lesquelles les Renseignements personnels ont été collectés, ces renseignements sont détruits ou anonymisés, sous réserve de la *Loi sur les archives*, RLRQ, c. A- 21.1, et suivant les délais prévus au calendrier de conservation et aux règles de gestion des documents de la Ville.

Chapitre 2 : La tenue de registre

ARTICLE 12 DISPOSITION GÉNÉRALE

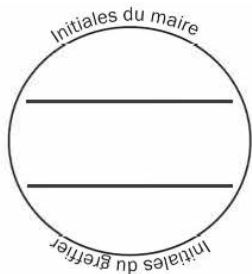
Conformément à la Loi, la Ville doit tenir à jour les registres mentionnés dans la présente section.

ARTICLE 13 REGISTRE DES COMMUNICATIONS DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS SANS LE CONSENTEMENT D'UNE PERSONNE CONCERNÉE

La Ville doit tenir un Registre des communications de Renseignements personnels sans le consentement d'une Personne concernée dans les cas suivants :

- a. lorsque la **Ville** communique l'identité d'une Personne concernée à une personne ou à un organisme privé afin de recueillir des renseignements déjà colligés par ces derniers;
- b. **lorsque la Ville communique des Renseignements personnels nécessaires à l'application d'une loi au Québec, que cette communication soit ou non expressément prévue par la Loi;**
- c. lorsque la Ville communique des Renseignements personnels nécessaires à l'application d'une convention collective, d'un décret, d'une ordonnance, d'une directive ou d'un règlement qui établit les conditions de travail;
- d. lorsque la Ville communique des Renseignements personnels à un mandataire ou à un fournisseur de services dans le cadre d'un mandat ou d'un contrat de services;
- e. lorsque la Ville communique des Renseignements personnels à des fins d'étude, de recherche ou de statistique;
- f. après avoir effectué une ÉFVP, lorsque la Ville communique des Renseignements personnels dans les cas visés par l'article 68 de la Loi.

Dans les cas visés aux paragraphes a) à f), le registre doit comprendre les éléments suivants :



N° de résolution ou annotations

- la nature ou le type de renseignement communiqué;
- la personne ou l'organisme qui reçoit cette communication;
- la fin pour laquelle ce renseignement est communiqué et l'indication, le cas échéant, qu'il s'agit d'une communication de Renseignements personnels à l'extérieur du Québec;
- la raison justifiant cette communication.

ARTICLE 14 REGISTRE DES ENTENTES AVEC UN ORGANISME PUBLIC

La Ville doit tenir un Registre des ententes de collecte conclues aux fins de l'exercice des fonctions ou de la mise en œuvre d'un programme d'un organisme public avec lequel la Ville collabore pour la prestation de services ou la réalisation d'une mission commune.

Un tel registre doit comprendre :

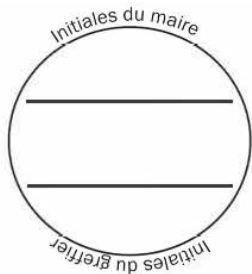
- le nom de l'organisme pour lequel renseignements sont recueillis;
- l'identification du programme ou de l'attribution pour lequel les renseignements sont nécessaires;
- la nature ou le type de la prestation de service ou de la mission;
- la nature ou le type de renseignements recueilli;
- la fin pour laquelle ces renseignements sont recueillis;
- la catégorie de personnes, au sein de l'organisme qui recueille les renseignements et au sein de l'organisme receveur, qui a accès aux renseignements.

ARTICLE 15 REGISTRE DES UTILISATIONS DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SEIN DE LA VILLE À D'AUTRES FINS ET SANS LE CONSENTEMENT DE LA PERSONNE CONCERNÉE

La Ville doit tenir un Registre des utilisations de Renseignements personnels au sein de la Ville à d'autres fins et sans le consentement de la Personne concernée lorsque cette utilisation est compatible avec les fins pour lesquelles ils ont été recueillis, qu'elle est clairement à l'avantage de la Personne concernée ou qu'elle est nécessaire à l'application d'une loi au Québec.

Un tel registre comprend :

- la mention du paragraphe du deuxième alinéa de l'article 65.1 de la Loi permettant l'utilisation, c'est-à-dire la base juridique applicable;
- dans le cas visé au paragraphe 3° du deuxième alinéa de l'article 65.1 de la Loi, la disposition législative qui rend nécessaire l'utilisation du renseignement;
- la catégorie de personnes qui a accès au renseignement aux fins de l'utilisation indiquée.



N° de résolution ou annotations

**ARTICLE 16 REGISTRE DES COMMUNICATIONS D'INFORMATION
CONCERNANT UN INCIDENT DE CONFIDENTIALITÉ**

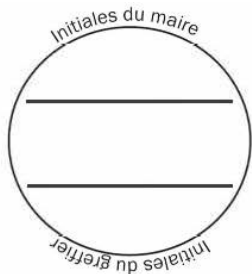
La Ville doit tenir un Registre des communications d'information concernant un Incident de confidentialité à une personne ou à un organisme susceptible de réduire le risque de préjudice grave associé à un Incident de confidentialité.

ARTICLE 17 REGISTRE DES INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ

La Ville doit tenir un Registre des incidents de confidentialité.

Un tel registre comprend :

- une description des renseignements personnels visés par l'incident ou, si cette information n'est pas connue, la raison justifiant l'impossibilité de fournir une telle description;
- une brève description des circonstances de l'incident;
- la date ou la période où l'incident a eu lieu ou, si cette dernière n'est pas connue, une approximation de cette période;
- la date ou la période au cours de laquelle l'organisation a pris connaissance de l'incident;
- le nombre de Personnes concernées par l'incident ou, s'il n'est pas connu, une approximation de ce nombre;
- une description des éléments qui amènent l'organisation à conclure qu'il existe ou non un risque qu'un préjudice sérieux soit causé aux Personnes concernées, tels que la sensibilité des renseignements personnels concernés, les utilisations malveillantes possibles de ces renseignements, les conséquences appréhendées de leur utilisation et la probabilité qu'ils soient utilisés à des fins préjudiciables;
- si l'incident présente un risque qu'un préjudice sérieux soit causé, les dates de transmission des avis à la CAI et aux Personnes concernées, en application du deuxième alinéa de l'article 63.8 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ou du deuxième alinéa de l'article 3.5 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé*, de même qu'une mention indiquant si des avis publics ont été donnés par l'organisation et la raison pour laquelle ils l'ont été, le cas échéant;
- une brève description des mesures prises par l'organisation, à la suite de la survenance de l'incident, afin de diminuer les risques qu'un préjudice soit causé.



Chapitre 3 : Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP)

ARTICLE 18 CIRCONSTANCES NÉCESSITANT UN ÉFVP

La Ville réalise une ÉFVP, notamment dans le contexte des traitements suivants de Renseignements personnels :

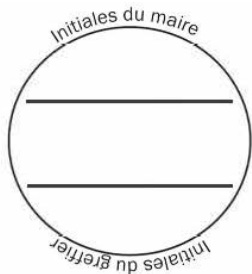
- a) avant d'entreprendre un projet d'acquisition, de développement et de refonte d'un système d'information ou de prestation électronique de services qui implique des Renseignements personnels;
- b) avant de recueillir des Renseignements personnels nécessaires à l'exercice des attributions ou à la mise en œuvre d'un programme d'un organisme public avec lequel elle collabore pour la prestation de services ou pour la réalisation d'une mission commune;
- c) avant de communiquer des Renseignements personnels sans le consentement des Personnes concernées à une personne ou à un organisme qui souhaite utiliser ces renseignements à des fins d'étude, de recherche ou de production de statistiques;
- d) lorsqu'elle entend communiquer des Renseignements personnels, sans consentement des Personnes concernées, conformément à l'article 68 de la *Loi sur l'accès*;
- e) lorsqu'elle entend communiquer des Renseignements personnels à l'extérieur du Québec ou confier à une personne ou à un organisme à l'extérieur du Québec le soin de recueillir, d'utiliser, de communiquer ou de conserver de tels renseignements pour son compte.

ARTICLE 19 SENSIBILITÉ DES RENSEIGNEMENTS

En effectuant une ÉFVP, la Ville tient compte de la sensibilité des Renseignements personnels à être traités, des fins de leur utilisation, de leur quantité, de leur distribution et de leur support, ainsi que de la proportionnalité des mesures proposées pour protéger les Renseignements personnels.

ARTICLE 20 COMMUNICATIONS À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

De plus, lorsque les Renseignements personnels sont communiqués à l'extérieur du Québec, la Ville s'assure que ceux-ci bénéficient d'une protection adéquate, notamment au regard des principes de protection des Renseignements personnels généralement reconnus.



N° de résolution ou annotations

ARTICLE 21 OBJECTIF DE L'ÉFVP

La réalisation d'une ÉFVP sert à démontrer que la Ville a respecté toutes les obligations en matière de protection des Renseignements personnels et que toutes les mesures ont été prises afin de protéger efficacement ces renseignements.

Chapitre 4 : Activités de recherche et accès aux renseignements personnels

ARTICLE 22 ACCÈS AUX CHERCHEURS

Des chercheurs peuvent demander l'accès à des Renseignements personnels à des fins de recherche, auquel cas la demande doit être soumise au RPRP de la Ville.

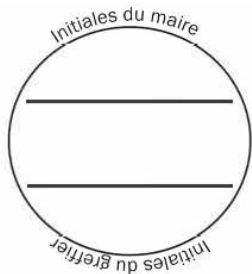
Lorsque l'ÉFVP conclut que des Renseignements personnels peuvent être communiqués à cette fin, la Ville doit conclure une entente avec les chercheurs qui contient les dispositions contractuelles types de la Ville et toute mesure supplémentaire identifiée dans l'ÉFVP.

Chapitre 5 : Droits des personnes concernées et traitement des plaintes

ARTICLE 23 DROITS DES PERSONNES

Sous réserve de ce que prévoient les lois applicables, toute Personne concernée dont les Renseignements personnels sont détenus par la Ville dispose notamment des droits suivants :

- le droit d'accéder aux Renseignements personnels détenus par la Ville et d'en obtenir une copie, que ce soit en format électronique ou non électronique;
 - à moins que cela ne soulève des difficultés pratiques sérieuses, un Renseignement personnel informatisé recueilli auprès d'une Personne concernée, et non pas créé ou inféré à partir d'un Renseignement personnel la concernant, lui est communiqué dans un format technologique structuré et couramment utilisé, à sa demande. Ce renseignement est aussi communiqué, à sa demande, à toute personne ou à tout organisme autorisé par la loi à recueillir un tel renseignement.
- le droit de faire rectifier tout Renseignement personnel incomplet ou inexact détenu par la Ville;
- le droit d'être informée, le cas échéant, que des Renseignements personnels sont utilisés pour prendre une décision fondée sur un traitement automatisé.



N° de résolution ou annotations

- 23.1** Bien que le droit d'accès puisse être exercé en tout temps, l'accès aux documents contenant ces renseignements est assujéti à certaines exceptions identifiées dans la Loi.
- 23.2** Les documents contenant des Renseignements personnels peuvent être consultés sur place ou être accessibles d'une autre manière, avec ou sans paiement de frais. Le cas échéant, la Ville informe la Personne concernée de l'obligation de payer des frais avant de traiter sa demande.
- 23.3** Les demandes d'accès aux Renseignements personnels par les Personnes concernées peuvent être faites verbalement ou par écrit. Les demandes verbales seront traitées de manière informelle et peuvent ne pas recevoir de réponse écrite.
- 23.4** Les demandes d'accès aux Renseignements personnels sensibles doivent être faites par écrit et recevront une réponse écrite.
- 23.5** Les demandes d'accès aux Renseignements personnels doivent être suffisamment précises pour permettre au RPRP de localiser lesdits Renseignements personnels. Le droit d'accès ne s'applique qu'aux Renseignements personnels existants.

ARTICLE 24

TRAITEMENT DES PLAINTES

Toute plainte relative aux pratiques de protection des Renseignements personnels de la Ville ou de sa conformité aux exigences de la Loi qui concernent les Renseignements personnels doit être transmise au RPRP, lequel doit y répondre dans un délai de 20 jours.

Si le traitement de la plainte ne paraît pas possible sans nuire au déroulement normal des activités de la Ville, le RPRP peut répondre dans un délai de 10 jour supplémentaire, après avoir avisé le requérant par écrit.

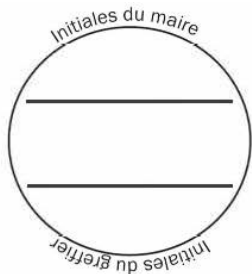
Chapitre 6 : Sécurité et incidents de confidentialité

ARTICLE 25

SÉCURITÉ DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

La Ville met en place des mesures de sécurité raisonnables afin d'assurer la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des Renseignements personnels recueillis, utilisés, communiqués, conservés ou détruits. Ces mesures tiennent notamment en compte du degré de sensibilité des Renseignements personnels, de la finalité de leur collecte, de leur quantité, de leur localisation et de leur support.

La Ville gère les droits d'accès des membres de son personnel afin que seuls ceux soumis à un engagement de confidentialité et ayant besoin d'y accéder dans le cadre de leurs fonctions aient accès aux Renseignements personnels.



ARTICLE 26 INCIDENTS DE CONFIDENTIALITÉ

Tout Incident de confidentialité est pris en charge conformément au *Plan de réponse aux incidents* de la Ville. La Ville prend alors les mesures raisonnables pour diminuer les risques qu'un préjudice soit causé et éviter que de nouveaux incidents de même nature ne se produisent. Elle met à jour son programme de protection des Renseignements personnels, le cas échéant.

Tout Incident de confidentialité est signalé au RPRP et est consigné au registre des Incidents de confidentialité, conformément à l'article 17 de la présente Politique

Si l'Incident de confidentialité présente un risque de préjudice sérieux pour les Personnes concernées, la Ville avise celles-ci avec diligence ainsi que la CA.

TITRE III – LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS

ARTICLE 27 ENGAGEMENT

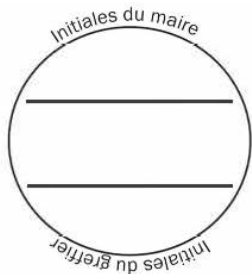
La protection des Renseignements personnels que la Ville détient repose sur l'engagement de tous ceux qui traitent ces renseignements et plus particulièrement de ceux mentionnés dans la présente section.

Chapitre 1 : Le RPRP

ARTICLE 28 RÔLE ET RESPONSABILITÉS

Le RPRP assume les responsabilités suivantes :

- s'assure de la protection des Renseignements personnels tout au long de leur Cycle de vie, de la collecte à la destruction;
- siège au Comité sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels;
- se conforme aux exigences liées aux demandes d'accès ou de rectification, sous réserve des responsabilités dévolues au RAD, y compris :
 - donner au requérant un avis de la date de réception de sa demande;
 - aviser le requérant des délais et de son droit à la révision;
 - répondre à la demande dans un délai de 20 jours, ou si le traitement de la demande ne paraît pas possible sans nuire au déroulement normal des activités de la Ville, dans un délai de 10 jours supplémentaires, après avoir avisé le requérant par écrit;
 - prêter assistance au requérant pour identifier le document susceptible de contenir les renseignements recherchés



N° de résolution ou annotations

lorsque sa demande est imprécise;

- motiver tout refus d'acquiescer à une demande d'accès;
 - à la demande du requérant, lui prêter assistance pour l'aider à comprendre la décision le concernant;
 - rendre sa décision par écrit et en transmettre une copie au requérant. Elle doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis l'informant du recours en révision et indiquant notamment le délai dans lequel il peut être exercé;
 - veiller à ce que le renseignement faisant l'objet de la demande soit conservé le temps requis pour permettre au requérant d'épuiser les recours prévus à la Loi.
-
- Supervise la tenue des registres énumérés au chapitre 2 de la présente Politique;
 - participe à l'évaluation du risque de préjudice sérieux lié à un Incident de confidentialité, notamment eu égard à la sensibilité des renseignements visés, aux conséquences anticipées de leur utilisation et à la probabilité que ces renseignements soient utilisés à des fins malveillantes;
 - le cas échéant, effectue des vérifications des obligations de confidentialité en lien avec la communication de Renseignements personnels dans le cadre de mandats ou de contrats de services confiés à des tiers conformément à l'article 10.2 de la présente Politique.

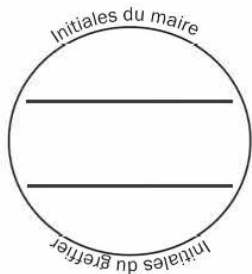
Chapitre 2 : Le Comité

ARTICLE 29

RÔLE ET RESPONSABILITÉ

Le Comité assume les responsabilités suivantes :

- veille à la mise en place de mesures visant la sensibilisation et la formation des membres du personnel et des membres de la direction de la Ville sur les obligations et les pratiques en matière d'accès à l'information et de protection des Renseignements personnels;
- élabore les principes de diffusion de l'information;
- approuve la présente Politique-cadre sur la gouvernance en matière de protection des Renseignements personnels;
- émet des directives sur l'utilisation d'outils informatiques marketing impliquant la communication de données ou le profilage;



N° de résolution ou annotations

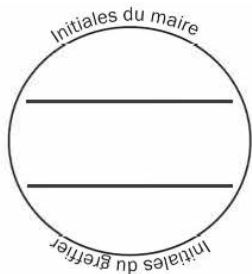
- identifie les principaux risques en matière de protection de Renseignements personnels et en avise la direction afin que des mesures correctives soient proposées;
- approuve toute dérogation aux principes généraux de protection des renseignements personnels qui auront été établis;
- émet des directives pour la protection des Renseignements personnels, notamment pour la conservation de ceux-ci par des tiers et à l'extérieur du Québec;
- est consulté, dès le début d'un projet et aux fins de l'ÉFVP, pour tous les projets d'acquisition, de développement et de refonte des systèmes d'information ou de prestation électronique de services impliquant des renseignements personnels :
 - veille à ce que la réalisation de l'ÉFVP soit proportionnée à la sensibilité des renseignements concernés, aux fins auxquelles ils sont utilisés, à la quantité et à la distribution des Renseignements et au support sur lequel ils seront hébergés;
 - le cas échéant, s'assure que le projet permet de communiquer à la Personne concernée les Renseignements personnels informatisés recueillis auprès d'elle dans un format technologique structuré et couramment utilisé;
- escalade les recommandations qui ne sont pas suivies au RPRP;
- doit être avisé de tout Incident de confidentialité impliquant les Renseignements personnels et conseiller la Ville quant aux suites à y donner;
- revoit le *Plan de réponse aux incidents de confidentialité* dans l'éventualité d'un Incident de confidentialité;
- revoit toute question d'intérêt touchant la protection des Renseignements personnels;
- revoit les mesures relatives à la vidéosurveillance et s'assure du respect de la vie privée dans le cadre de son utilisation.

ARTICLE 30

TRAITEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Toute personne qui traite des Renseignements personnels que la Ville détient doit :

- agir avec précaution intègre les principes énoncés à la présente Politique à ses activités;



N° de résolution ou annotations

- n'accéder qu'aux renseignements nécessaires à l'exercice de ses fonctions;
- intégrer et conserver des renseignements que dans les dossiers destinés à l'accomplissement de ses fonctions;
- conserver ces dossiers de manière à ce que seules les personnes autorisées y aient accès;
- protéger l'accès aux Renseignements personnels en sa possession ou auxquels elle a accès par un mot de passe;
- s'abstenir de communiquer les Renseignements personnels dont elle prend connaissance dans l'exercice de ses fonctions, à moins d'être dûment autorisée à le faire;
- s'abstenir de conserver, à la fin de son emploi ou de son contrat, les Renseignements personnels obtenus ou recueillis dans le cadre de ses fonctions et maintenir ses obligations de confidentialité;
- détruire tout Renseignement personnel conformément au *Plan de classification et au calendrier de conservation* de la Ville;
- participer aux activités de sensibilisation et de formation en matière de protection des Renseignements personnels qui lui sont destinées;
- signaler tout manquement, Incident de confidentialité ou tout autre situation ou irrégularité qui pourrait compromettre de quelque façon que ce soit la sécurité, l'intégrité ou la confidentialité de Renseignements personnels conformément à la procédure établie par la **Ville**.

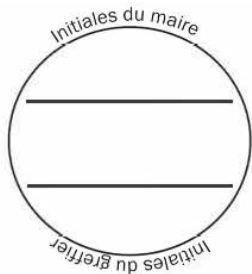
TITRE IV – LA SENSIBILISATION

ARTICLE 31 ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION

La Ville offre des activités de formation et de sensibilisation à son personnel en matière de protection des Renseignements personnels.

Notamment, la formation comprend :

- Le visionnement de formations telles que :



N° de résolution ou annotations

Capsule émise par le gouvernement du Québec concernant la présentation des avantages de la loi 25 ¹;

- Webinaire réalisé par l'Union des municipalités du Québec (UMQ) sur la mise en œuvre de la loi 25;
- Des activités de formation en ligne et en présentiel offertes aux personnes, parties prenantes et aux équipes responsables de la protection des renseignements personnels dans les organismes publics;
- Les activités de formations visent à permettre aux parties prenantes de connaître le rôle qu'elles ont à jouer dans ce domaine :
 - de comprendre les principes de la protection des renseignements personnels;
 - d'enrichir leurs connaissances et leurs compétences en cette matière;
 - de maîtriser les nouvelles obligations découlant de l'entrée en vigueur de la *Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels*.

TITRE V – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 32 SANCTIONS

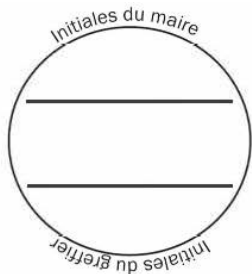
Toute personne qui enfreint la présente Politique est passible de sanctions selon le cadre normatif applicable.

ARTICLE 33 MISE À JOUR

De manière à suivre l'évolution du cadre normatif applicable en matière de protection des Renseignements personnels et à améliorer le programme de protection des Renseignements personnels de la Ville, la présente Politique pourra être mise à jour au besoin.

Veuillez-vous rendre à la version sur le site Web la Ville pour consulter la version la plus récente.

¹Site internet du Gouvernement du Québec, <https://www.quebec.ca/gouvernement/travailler-gouvernement/travailler-fonction-publique/services-employes-etat/conformite/protection-des-renseignements-personnels/activites-formation>



N° de résolution ou annotations

ARTICLE 34 ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente politique entre en vigueur dès son adoption par le conseil municipal de la Ville.

Adoptée à Sainte-Brigitte-de-Laval, ce 12^e jour du mois de septembre 2023.

La mairesse suppléante,

La conseillère juridique aux
affaires municipales et
greffière,

Michèle Dufresne

Me Kim Fortin